

LA GESTION OUVRIÈRE...

Voilà un titre qui a inspiré et qui inspire encore une vaste littérature qui se pique d'être au service de la classe ouvrière: un mythe. On part du principe que le fait de savoir se servir d'un outil, d'une machine, de manier les leviers de commande des mécaniques modernes donne à celui qui produit, le pouvoir magique de gérer l'économie, c'est-à-dire de résoudre tous les problèmes sociaux, politiques qui agitent le monde moderne. Se rend-on compte que la gestion ouvrière, c'est toute la Révolution!

Nos camarades d'esprit libertaire ou anarchiste - n'ayons pas peur des mots - l'avaient fort bien compris, qui sont à l'origine du vaste mouvement syndical qui a transformé les rapports entre les dirigeants de la production et l'État d'une part, et les exécutants, les salariés, d'autre part, et qui va dans le sens de la prise du pouvoir économique par le syndicat ouvrier.

Le malheur, c'est que ces militants, qui avaient aiguillé le monde des producteurs dans la bonne voie n'ont pas été compris. La suppression du salariat et du patronat, c'était pour eux la suppression - si on me permet ce néologisme - du profitariât, car en fait l'esprit de la Charte d'Amiens, concernant le syndicat organique de production et de répartition, signifiait en puissance la socialisation du profit à la production par tous, la répartition pour tous. C'était là la gestion ouvrière; c'était ça le socialisme.

REVENIR AU SYNDICALISME

Dans une de mes précédentes chroniques, j'ai parlé de la faillite du socialisme. Peut-on en dire autant du syndicalisme tel qu'il est défini dans la Charte d'Amiens. Ce n'est pas ce syndicalisme-là, celui qui a effrayé la bourgeoisie en 1906 qui a fait faillite. Il n'a jamais été à l'épreuve dans sa conception constructive. Il n'a fait que quelques pas dans le monde. Dès sa naissance, les ouvriers l'ont méconnu, les militants l'ont abandonné lorsqu'ils ne l'ont pas trahi. La question de sa faillite ne se pose donc pas.

Ce qu'il y aurait lieu d'établir, ce sont les raisons pour lesquelles ce syndicalisme n'a pas été compris, n'a pas tenu, n'a pas tenté sa chance. C'est que ce type de syndicat exige chez ses membres, et surtout chez ceux qui les dirigent, une capacité, une individualité peu communes. Faire du syndicalisme, c'est-à-dire faire œuvre révolutionnaire est très difficile; mais tout le monde est bon pour faire ce qu'on appelle de la politique. Trop souvent au syndicat le syndiqué reste ce qu'il est ailleurs. Il traite les questions syndicales avec les mêmes valeurs que dans les groupes politiques ou philosophiques et ce qui est plus grave, il y apporte même des moto d'ordre préparés discutés dans ces mêmes milieux, sur un plan d'action d'ordre familial, national, patriotique ou religieuse. Comment veut-on que ce syndicalisme-là ne fasse pas faillite: il accroche son étoile à une société mourante, et cela permet aux faux prolétaires aux fruits secs des nouvelles classes bourgeoises de jouer un rôle prépondérant dans la vie syndicale.

Voilà en bref les raisons pour lesquelles le syndicalisme tel que le comprenaient ses fondateurs n'a pas donné ce qu'il contenait en puissance. Il ne faut pas dire qu'il a été dépassé, mais que son heure n'était pas venue. Et cependant, il faudra bien y revenir parce qu'il va dans le sens de l'histoire dans le sens de l'évolution biologique de nos sociétés dont la structure économique est basée sur la division du travail et l'absolue nécessité des échanges, ce qui fait de la solidarité une loi naturelle et inéluctable.

«MAITRES MOTS»

Toutes ces considérations pour aboutir à cette certitude qu'il ne suffit pas de substituer le pouvoir ouvrier au pouvoir patronal pour changer, quelque chose au fonctionnement antisocial de la production. Tous les essais tentés dans ce sens: coopératives de production ou de consommation, entreprises à forme communautaire, comités d'entreprises, avec contrôle ouvrier, etc..., ont échoué, ou n'ont tenu qu'en conservant les

méthodes de gestion à caractère capitaliste, notamment le partage des profits empochés à la production. Là, le conflit entre patrons et salariés est peut-être résolu, mais la crise reste aussi sensible, aussi profonde parce qu'on ne voit pas ou l'on ne veut pas voir les causes réelles.

Car la vérité n'est pas dans les mots, les maîtres mots, comme le dit si bien J. Duperray dans la R.P. de juin 1960. Ce qui doit changer, ce ne sont pas les techniques de la production et de la distribution qui sont dans l'ensemble de plus en plus et de mieux en mieux adaptés au besoin, aux besoins solvables bien entendu. Ce qui ne va pas, ce qui n'est pas naturel, ce qui fausse tout, c'est que l'on ferme les yeux sur l'origine du profit dont la poursuite est le principal moteur et l'une des tares de l'économie. Rappelons ici que le profit, c'est, à la production du travail non payé, et à la consommation sur le marché, un vol, par l'échange de marchandises dotées d'une fausse valeur. Et tant que le profit ne sera pas socialisé par la baisse des prix sur le marché, ou de toute autre façon, que la gestion soit patronale ouvrière, communautaire, il n'y aura rien de changé au point de vue justice dans la répartition des biens. Les inégalités sociales persisteront et avec elles tous les maux qui en sont la conséquence.

Pour que ça change, il faut que ceux qui sont au cœur de l'économie, qui commandent aux moyens de production et d'échange se pénètrent de cette notion de service qui doit être la base de l'activité économique de notre monde civilisé. Le malheur veut que le prolétariat n'ait pas pris cette thèse à son compte et ne l'oppose pas à celle du monde bourgeois capitaliste.

PRODUCTION-BESOINS

Les fondateurs du syndicalisme - on ne saurait trop le répéter - avaient un sens autrement exact des possibilités révolutionnaires du monde ouvrier et de ce que devait être la gestion ouvrière. Leur pensée profonde était clairement perceptible, sinon explicitement exprimée; dans les statuts de la vieille C.G.T. et la Charte d'Amiens. L'organisme confédéral était constitué par deux sections autonomes et souveraines : la section des Bourses du Travail et la section des Fédérations. Dans leur action, la première, qui groupait les travailleurs de toutes corporations opposait l'esprit de solidarité à l'esprit corporatif égoïste de la seconde. Voyez aujourd'hui: rien ne fait contrepoids aux luttes parfois sordides entre catégories. Les C.G.T. actuelles ne sont, comme les partis, les nations, les églises, les entreprises que de vastes associations d'appétits. Qui se rappelle la profonde et symbolique signification du double timbre confédéral délivré moitié par les U.D., moitié par les Fédérations!

Une constitution à caractère libertaire aurait tenu compte de cette nécessité d'un double pouvoir, d'un double fonctionnement. Une Chambre de production doit exister face à une Chambre des besoins.

Il faut bien se mettre dans la tête que produire et ensuite échanger, c'est-à-dire distribuer, sont deux fonctions naturelles du corps social. Elles s'opposent mais sont organiquement liées l'une à l'autre. Est-ce l'une qui doit commander à l'autre? Autrement dit: l'effort doit-il avoir le pas sur le besoin, ou si l'on veut, la production doit-elle commander à la consommation, ou encore le vendeur doit-il dicter sa loi à l'acheteur, ou bien celui-ci à l'autre? Autant de questions auxquelles les militants qui savent s'exprimer avec de si belles phrases, feraient bien de répondre sérieusement avant de croire à la vertu en soi de la gestion ouvrière.

Jean FONTAINE.
